

# LA MANIFESTATION NATIONALE DU 19 OCTOBRE DOIT PRÉPARER UN AFFRONTEMENT VICTORIEUX !

Chaque jour dans les médias, le gouvernement "communique" sur sa volonté de "dialogue social". Ce discours est l'habillage des multiples contre-réformes qui n'ont donné lieu à aucun dialogue préalable et sont tout sauf sociales. Dans l'Éducation elles mettent à mal tous les niveaux : le premier degré (programmes, samedi matin, RASED, droit de grève...), l'enseignement professionnel (suppression des BEP, bac pro en 3 ans...), le lycée (réforme Darcos), le Supérieur (loi LRU...), IUFM (casse de la formation professionnelle des enseignants...), le fonctionnement interne (décentralisation, regroupements d'agences comptables...).

**C'est au moment où il multiplie ces contre-réformes que le gouvernement met en place un service minimum qui, dans le premier degré, est une véritable réduction du droit de grève.**

**"Malgré toutes les enquêtes d'opinion qui indiquent un rejet important par nos concitoyens de la politique économique et sociale menée actuellement, malgré le désaveu qu'ont constitué les élections municipales, le président de la République et le gouvernement poursuivent implacablement leur projet : démanteler toutes les protections sociales héritées des combats du passé pour imposer aux forceps un modèle social au service des plus riches. Dans cette situation, il est illusoire de penser faire l'économie d'un affrontement avec le gouvernement. Il faut, au contraire, préparer les conditions pour que cet affrontement inévitable soit victorieux en faisant converger toutes les mobilisations pour mettre un coup d'arrêt aux attaques actuelles et imposer une autre politique économique et sociale."**

Juin 2008, extrait de la déclaration finale du congrès de l'Union syndicale SOLIDAIRES

L'offensive est globale et cohérente, les services publics (La Poste, énergie...), les garanties sociales et professionnelles et les libertés fondamentales (fichage, sans papiers...) sont en jeu. Ces "réformes" suppriment des milliers de postes, menacent les statuts des personnels, érigent la précarité en modèle de gestion et multiplient le contrôle social et la répression. Elles alourdissent la charge de travail de chacun au nom de l'idéologie réactionnaire du "travailler plus" sur fond de salaires bloqués et d'augmentation des prix.

## REFUSER LES FAUX SEMBLANTS

Accepter ce "dialogue social" et continuer dans la voie de ces vraies fausses négociations aggraverait la dérive du syndicalisme vers un simple corps social intermédiaire, interface entre la colère des

LA PRÉSIDENTE DE SARKOZY MÈNE UNE RÉELLE OFFENSIVE IDÉOLOGIQUE CONTRE LA LAÏCITÉ. LE DERNIER CONGRÈS NATIONAL DE L'UNION SYNDICALE SOLIDAIRES A TRAVAILLÉ SUR CETTE QUESTION ET ADOPTÉ LE TEXTE QUI SUIT.

“L'éducation scolaire est une fonction qui doit être garantie par la société toute entière. Elle ne peut donc se dérouler que dans un espace public et laïque. L'enseignement privé confessionnel joue un rôle social ségrégatif. Les enfants n'ont pas à subir le choix parental d'une éducation scolaire séparée.

De ce fait, Solidaires refuse le dualisme scolaire et est opposé à l'existence d'établissements scolaires privés, majoritairement confessionnels (subventionnés ou non par l'Etat) qui, par l'affirmation de leur "caractère propre", enferment chacun dans une communauté définie

## SUD ÉDUCATION DÉFEND LE DROIT À L'ÉCOLE POUR TOUS

participera à la manifestation nationale "Des ponts, pas des murs" à Paris le 18 octobre contre les politiques européennes d'expulsions massives, pour la régularisation de tous les sans-papiers. \*

salariés et les nécessités du capital et de la finance. Il n'y a rien à négocier et tout à perdre face à un gouvernement qui fait de la régression sociale une doctrine.

Sud éducation a refusé de s'associer au ministère pour réformer l'école primaire. Nous avons également refusé de participer aux négociations sur la casse du Bac pro en 4 ans, comme nous refusons de participer aux négociations sur la réforme des lycées dont l'objectif est de supprimer les milliers de postes annoncés en

LA CASSE DE L'ÉCOLE PUBLIQUE ET LAÏQUE EST AU CENTRE DE LA POLITIQUE DE SARKOZY ET DE SON GOUVERNEMENT, AU MÊME TITRE QUE LA CASSE DU STATUT DE FONCTIONNAIRE ET DU CODE DU TRAVAIL. PARTOUT, DANS NOS CLASSES ET DANS NOS SERVICES NOUS CONSTATONS LES CONSÉQUENCES D'UNE POLITIQUE DE DESTRUCTION DE L'EMPLOI PUBLIC QUI, EN MATIÈRE D'ÉDUCATION, TOURNE LE DOS À L'IDÉE D'UNE ÉCOLE LAÏQUE ET ÉMANCIPATRICE, VÉRITABLEMENT GRATUITE ET OUVERTE À TOUS SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE.

démantelant de nombreux enseignements. Il n'y a pas de fatalité à ces régressions dans un pays chaque jour plus riche. Il y a surtout la manière dont nous organisons la résistance collective pour contraindre le gouvernement à reculer. Personne ne gagnera seul, pas même le syndicat majoritaire. L'année 2007-2008, avec des grèves chaque mois secteur par secteur a montré ce qu'il ne fallait plus faire.

Sud éducation pense que la défense de l'École publique ne peut et ne doit pas être le fait des seules forces syndicales présentes dans l'Éducation nationale car l'École publique est l'affaire de tous. En ce sens, l'appel à la manifestation du 19 octobre est bien un appel à l'ensemble de la population et c'est pour cela que nous nous inscrivons dans cette dynamique de préparation d'une manifestation nationale dont nous voulons qu'elle soit une étape importante dans la construction d'un véritable rapport de force pour faire céder le gouvernement sur son projet de budget, et plus largement sur sa politique éducative néfaste pour l'avenir de la jeunesse.

## UNE SEULE ÉCOLE L'ÉCOLE PUBLIQUE & LAÏQUE

par l'origine sociale ou la religion des parents, voire l'origine ethnique.

Contre le dualisme scolaire, Solidaires revendique l'unité de l'école publique. C'est pourquoi notre Union syndicale milite pour la nationalisation, sans indemnité ni rachat, de l'enseignement privé et l'intégration dans l'éducation nationale des personnels et des locaux qui relèvent de celui-ci. C'est pourquoi encore nous refusons

Le syndicalisme que nous faisons vivre porte des valeurs aux antipodes du racisme d'Etat que constitue la politique du gouvernement à l'égard des étrangers sans-papiers. Syndicalistes, nous avons le devoir de défendre nos élèves contre les expulsions.

Pour ces raisons, Sud éducation participe activement, depuis sa création, aux luttes de soutien aux Sans-Papiers. Nous vous appelons à renforcer le Réseau Éducation Sans Frontières. Sud éducation

## IL FAUDRA LA GRÈVE

La multiplication des initiatives visant à préparer la manifestation nationale du 19 octobre trouvera son sens dans les suites nécessaires à cette manifestation dont la réussite ne suffira pas à faire céder Darcos, Fillon, Sarkozy et les autres.

Sud éducation veut construire la lutte dans l'unité des salariés, des étudiants, des lycéens et de leurs organisations, avec le soutien des parents d'élèves et de l'ensemble des mouvements d'Éducation populaire :

◆ Pour une école publique laïque et véritablement gratuite, une école de l'égalité des droits contre l'école du tri social, de la ghettoïsation et du fichage informatique ;

◆ Pour les créations d'emploi statutaires (enseignants, personnels administratifs, de service, de santé et sociaux) ;

◆ Contre les cadeaux à l'enseignement privé. Contre le dualisme scolaire, pour la défense de l'École publique ;

◆ Contre la multiplication des emplois précaires et pour la titularisation de tous sans condition de concours ou de nationalité ;

◆ Pour la défense et l'extension de services publics accessibles à tous sur l'ensemble du territoire ;

◆ Contre le blocage des salaires. Contre la multiplication des primes et des heures supplémentaires qui nous divisent. Pour une augmentation uniforme des salaires (300€ pour tous) ;

◆ Pour le maintien et l'extension de l'ensemble des droits sociaux et des droits du travail (retraite, temps de travail, statut, droit à la formation, droit à la santé).

## L'ÉCOLE N'EST PAS UNE ENTREPRISE, L'ÉDUCATION N'EST PAS UNE MARCHANDISE !

la mise en concurrence des établissements et revendiquons le maintien de la carte scolaire.

Lutter pour la laïcité, c'est lutter pour que tous les enfants trouvent et gardent leur place dans un service public d'éducation capable de diversifier ses pratiques pédagogiques ; cela ne signifie pas pour autant que nous nous satisfaisions du système scolaire actuel, qui reproduit, voire accentue, les inégalités sociales et laisse chaque jour davantage l'idéologie de la marchandisation s'installer par divers moyens (publi-



cité, sponsoring, accords école-entreprise, MEDEF dans les lycées...) au cœur du système éducatif.

Contre l'école qui développe, voire magnifie la compétition de chacun contre tous, nous voulons une école qui développe les pratiques et les valeurs de coopération et d'égalité des droits. \*

éducation  
Sud

Union syndicale  
Solidaires

# RÉFORME DU LYCÉE > UNE ILLUSION DE NÉGOCIATION POUR UN VRAI DÉMANTÈLEMENT

Il s'agit donc bien d'une réforme déjà ficelée qui vise à réduire le nombre d'heures de cours des élèves, dans le seul but de supprimer des milliers de postes. Le ministre s'appuie sur la signature d'une "feuille de route" signée par la plupart des syndicats. Sud éducation ne veut pas s'associer à ce simulacre de négociation.

## DE JUILLET À SEPTEMBRE DÉJÀ TROP DE RAISONS DE DIRE NON

Il s'agit en fait d'une remise en cause totale des enseignements en lycée. La réforme, telle qu'elle est annoncée au moment où nous écrivons, redécoupe le temps de travail des élèves en trois blocs :

♦ En 2<sup>nd</sup>e, 60% pour des enseignements fondamentaux, 25% pour des modules d'exploration et d'approfondissement, 15% pour des enseignements

et activités "d'accompagnement" : 18 modules semestriels dont 11 généraux, 4 d'exploration et 3 d'approfondissement.

♦ En cycle terminal, la répartition pourrait être respectivement de 45%, 45% et 10% : 16 modules généraux et 16 de spécialisation sur 2 ans.

**L'essentiel reste de supprimer des heures et des postes.** Le ministère fixe l'objectif de 975 h en 2<sup>nd</sup>e, contre 1100 à 1152 actuellement. Le cycle terminal devra aussi contribuer à la réduction de l'emploi public : le maintien d'une différence horaire-prof/horaire-élèves est ainsi un sujet de débat.

**Le module semestriel de 3h devient la base de tout l'enseignement.** On voit bien l'intérêt du ministère dans le cadre d'une annualisation des services des professeurs. Mais la généralisation de ce système, avec la possibilité d'un enseignant différent tous les 6 mois, va rendre le suivi des élèves quasiment impos-

# POUR UNE FORMATION PROFESSIONNELLE DES ENSEIGNANTS !

Le ministère a annoncé un recrutement au niveau master (bac + 5) dès la session 2010 et refuse tout moratoire. L'allongement de la durée des études qui en découle conduira à un accroissement de la sélection sociale, car les étudiants les plus modestes auront des difficultés à financer des études plus longues.

Sud éducation exige l'arrêt du recrutement d'enseignants non titulaires et la titularisation sans condition de concours ou de nationalité des précaires en poste.

Sud éducation revendique le recrutement des nouveaux enseignants par concours ouvert aux titulaires de la licence, assorti de deux vraies années de formation professionnelle en alternance rémunérée.

Pour Sud éducation, le master ne doit pas être le diplôme nécessaire pour passer les concours, mais pourrait être délivré à l'issue de la formation. Le master doit également être délivré aux enseignants de l'Éducation nationale déjà en poste.

## DÉFENDRE LE RECRUTEMENT PAR CONCOURS NATIONAUX

Sud éducation s'oppose à tout type de recrutement par les chefs d'établissements ou collectivités territoriales ; le concours, malgré ses limites, garantit un recrutement à l'écart des pressions

politiques et du clientélisme. Une pré-professionnalisation pendant les années de licence doit permettre de garder au concours une dimension didactique et pédagogique.

## MAINTENIR ET DÉVELOPPER UNE VÉRITABLE FORMATION PROFESSIONNELLE

Dans l'université, seul un institut spécialisé est à même de dispenser une formation professionnelle cohérente et d'aider les stagiaires à analyser les questions soulevées lors de leurs périodes de stages en établissements scolaires.

Cette formation d'adultes doit être une formation contractualisée, s'appuyant sur un cahier des charges rigoureux et opérationnel, centré sur trois aspects essentiels : la maîtrise des contenus d'enseignement et des textes officiels, la maîtrise de la pratique de classe et la capacité à analyser ses pratiques.

Une formation ouverte à tous les courants pédagogiques, refusant le "formatage" des stagiaires et respectant leur droit à l'expérimentation et à la diversité pédagogiques.

La formation des enseignants doit être assurée par des équipes pluri-catégorielles de formateurs, aux compétences reconnues.

EN PRÉSENTANT LE 17 JUILLET À LA PRESSE LES PRINCIPES DE LA RÉFORME DU LYCÉE, DARCOS AURA RENDU SES ANNONCES QUASIMENT INVISIBLES POUR LA GRANDE MASSE DES PERSONNELS. CETTE VOLONTÉ D'AVANCER MASQUÉ LE PLUS LONGTEMPS POSSIBLE SE DOUBLE D'UN CALENDRIER QUI N'AUTORISERA PAS DE VÉRITABLES NÉGOCIATIONS : OCTOBRE, DÉCISION DÉFINITIVE SUR LES GRANDS AXES ; DÉCEMBRE, BOUCLAGE GLOBAL DE LA RÉFORME DU LYCÉE. LE MINISTÈRE RAPPELLE LA NÉCESSITÉ DE REFORMULER LES OBLIGATIONS DES SERVICES DES ENSEIGNANTS ET LES PROGRAMMES DE 2<sup>ND</sup>E DANS L'ANNÉE SCOLAIRE 2009 !

sible et pénalisera ceux déjà en difficulté.

**L'appauvrissement culturel** est un "déficit collatéral" assumé. En 2<sup>nd</sup>e toutes les disciplines nouvelles en lycée (SES, ISI, médico-social, IGC, LV3) mais aussi **les sciences** (physique-chimie, Svt) deviennent des modules d'exploration (optionnels). Dans le cycle terminal, 4 familles de parcours sont prévues : humanité et arts, sciences, technologies et sciences de la société. Dans ce parcours, les SES sans doute trop critiques perdront leur influence au profit du droit et de la gestion.

Enfin, **l'autonomie** vantée dans la "feuille de route" et le projet ministériel rime plutôt avec concurrence entre établissements, élèves... et professeurs. Dans un tel "cadre", rien ne garantit que ce bac à parcours modulable et réduit restera un sésame acceptable des universités... de plus en plus affranchies d'une régulation nationale.

## UNE RÉFORME PILOTÉE PAR LA RÉVISION GÉNÉRALE DES POLITIQUES PUBLIQUES

Cette réforme doit être replacée dans le contexte des suppressions massives de postes dans l'Édu-

cation et dans tous les services publics. Dans l'Éducation, aux milliers de suppressions de postes des années précédentes il faut ajouter les 8000 annoncées par le gouvernement d'ici 2012, dont les 13500 pour 2009 avec leur cortège de mesures. Dans le second degré, poursuite du bac pro 3 ans qui économise 10000 postes en LP, et inflation des heures sup'. Dans le 1<sup>er</sup> degré, absence de créations suffisantes de postes et rentabilisation du travail des enseignants (stage durant les vacances, suppression des heures d'enseignement du samedi matin). Darcos lie de nouveau explicitement l'alourdissement des missions des enseignants, prévu dans le rapport Pochard, à la réforme du lycée avec des annonces en décembre.

**Sud éducation n'est pas favorable au statu quo et milite pour un lycée et une école démocratiques. Nous n'accordons aucune confiance au gouvernement de la droite la plus dure pour aller dans ce sens, alors même que l'annonce des suppressions de postes dans l'Éducation a largement précédé cette réforme et que la casse des autres services publics continue.** \*

Sud éducation, le 29 septembre 2008

## ACCOMPAGNER VRAIMENT L'ENTRÉE DANS LE MÉTIER

Le compagnonnage, lié au hasard des affectations, ne peut se substituer à une adaptation au premier poste. Celle-ci doit faire l'objet d'un véritable accompagnement par des formateurs, dans le cadre d'un allègement horaire significatif pour les nouveaux enseignants ; dans le projet ministériel les stagiaires se retrouvent à plein temps dans les classes.

## POUR UNE FORMATION CONTINUE EFFECTIVE

Sud éducation revendique le maintien et le développement du droit à la formation continue sur le temps de service pour tous les enseignants. L'IUFM doit y tenir toute sa place. Le droit à la formation des nouveaux enseignants ne doit pas se faire au détriment des collègues plus anciens.

## DÉFENDRE LES PERSONNELS BIATOSS DES IUFM

Suite à la récente intégration des IUFM au sein des Universités (Loi n° 2005-380, Chapitre V), les différentes catégories de personnels BIATOSS (ASU, ITRF, TOS, etc.) y exerçant, subiront dans les deux ans à venir (2008/2010), diverses "réorganisations de service", pouvant entraîner des réaffectations dans d'autres départements de la même académie. Sud éducation exige que les autorités administratives compétentes (Ministère et Rectorats) :

- ♦ mettent en place immédiatement des mesures de carte scolaire pour les personnels souhaitant muter, ou dont les missions seraient redéfinies, voire supprimées ;
- ♦ respectent les dispositions statutaires relatives aux mutations forcées, généralement effectuées sous couvert de "nécessité de service" ;
- ♦ assurent que chaque agent concerné se voie proposer plusieurs possibilités d'affectation. \*

# PREMIER DEGRÉ > CONTRE L'ÉCOLE LIBÉRALE CONSERVATRICE

Syndicats, chercheurs, instances consultatives et des milliers de Conseils d'École ont dénoncé la conception mécanique et passéiste des apprentissages contenue dans les nouveaux programmes scolaires. Darcos veut pourtant imposer une normalisation pédagogique qui remet en cause 20 ans de recherches dans les classes, les IUFM et les universités.

Avec une semaine scolaire à 4 jours et des programmes plus chargés, les différences vont s'accroître encore, au détriment des enfants déjà en difficulté. **Sud éducation a refusé de travailler avec le ministre à la mise en place de cette réforme** qui, à terme, fera la part belle aux officines spécialisées dans le marché du "rattrapage scolaire".

Darcos veut traiter l'échec scolaire le soir après la classe ou durant les vacances, stigmatisant un peu plus les élèves en difficulté. Cette mesure démagogique à l'égard des familles vise à instaurer le système des heures supplémentaires dans les écoles. Elle divise les enseignants et fragilise les interventions assurées par les réseaux d'aide (RASED).

"Outils diagnostiques" il y a 20 ans, les évaluations nationales prétendent aujourd'hui mesurer les résultats des écoles. Elles établiront un classement qui trouve son sens dans les remises en cause régulières de la carte scolaire et qui **renforcera les logiques élitistes** : les "bons élèves" vers les "bonnes écoles". Cette "école de l'évaluation" tirera tous les enseignements vers ce qui est "mesurable". C'est le risque d'un réel appauvrissement culturel. \*

Joignez/re-joignez 

Fédération des syndicats Sud éducation :  
17, bd de la Libération 93200 Saint-Denis  
Téléphone : 01 42 43 90 09 - Fax : 01 42 43 90 32  
e-mail : fede@sudeducation.org

Prenez contact avec votre syndicat local  
ou avec la fédération sur notre site :  
[www.sudeducation.org](http://www.sudeducation.org)

Imprimerie Rotographie, Montreuil